

Le déroulement du 19 février

Le 19 février, après une réussite parfaite de la première partie du plan (entre 14 heures et 17 heures la direction est capturée et les détenus se rendent maîtres de la centrale en silence), l'alerte est donnée vers 17 heures par une corvée de droits communs de retour dans la détention ; or, la réussite du plan supposait la maîtrise de la prison en silence. S'engage alors une bataille entre les détenus armés et la garde de la centrale qui se termine à 3 heures du matin par la reddition des prisonniers sous la menace des forces d'occupation (appelées en renfort) de faire sauter la centrale.

Le matin, les responsables des détenus sont avertis par un surveillant ami de la venue le jour même de l'Inspecteur général de Vichy, cette nouvelle paraît comme une aubaine pour le Comité directeur qui avait envisagé de trouver un moyen pour attirer le directeur jamais présent dans la détention où il s'aventurait rarement. L'inspecteur fournissant un otage de marque, ils décident de déclencher le plan prévu : il s'agit de capturer en silence l'ensemble de la direction, inspecteur compris et tout le personnel. Les responsables des différents préaux, un nombre très réduit de personnes, sont en alerte, prêts à entrer en action si l'inspection commence par leur préau.

Vers 13 heures, un surveillant ami les avertit que l'inspection commencera au préau 1. Le signal intérieur convenu dans ce préau est un lâché de mouchoir, qui doit annoncer le début des opérations ; il est donné vers 13h30 par Pascal Fieschi, alors que l'Inspecteur général, le directeur Schivo suivi du sous directeur, du gardien chef et de l'économe ont pénétré depuis quelques minutes dans un chauffoir où se trouvent deux cents détenus et s'approchent d'une fresque murale qui orne le mur. Très rapidement, les visiteurs se trouvent assaillis, ligotés et bâillonnés sans avoir pu donner l'alarme. Suivant le plan concerté, les détenus capturent simultanément dans tous les préaux, les surveillants de service, qui sont, comme tous les otages, conduits et concentrés dans la chapelle, certains détenus revêtent leurs uniformes. La grande majorité se laisse capturer sans sourciller non sans une certaine complicité avec leurs « agresseurs » ; les armes camouflées dans les double-fonds des châlits de bois d'hommes de confiance dans deux endroits du préau 2 sont rapidement sorties de leur cache. La première partie du plan a alors pleinement réussi, les détenus sont maîtres de l'ensemble de la détention jusqu'à la chapelle (**voir plan**). Il s'agit maintenant de sortir après s'être assuré le contrôle du central téléphonique pour prévenir les alliés extérieurs et celui d'une porte destinée aux véhicules, située à l'arrière de la centrale, défendue par un mirador.

L'entrée d'une corvée de droits communs accompagnés de surveillants vient contrarier ce plan. A l'entrée de la chapelle, un détenu de droit commun s'étonne de voir un surveillant inconnu et un mouvement anormal et crie ; le détenu revêtu du costume de surveillant, braque son arme et met en joue le gardien, mais la mitraillette s'enraye et le coup ne part pas ; le gardien a alors le temps de se replier et de donner l'alerte sans toutefois pouvoir refermer la porte donnant accès aux bureaux administratifs. Des détenus se répandent alors dans le poste de garde, capturent les gardiens qui s'y trouvent et s'emparent des fusils disposés à ce poste. Pendant ce temps, le capitaine de garde accompagné d'un franc garde a rejoint le bureau situé sur le côté gauche des bâtiments administratifs, muni d'une mitraillette, il ouvre immédiatement le feu et prend en enfilade le couloir central desservant les locaux administratifs, interdisant ainsi à la majorité des détenus, l'accès à la cour d'honneur dans laquelle donne la seule porte permettant l'accès à la porte principale de la centrale. Au moment où le commis greffier, M. Charpentier franchit les couloirs du greffe, il est tué par une rafale tirée par le capitaine de garde. Alerté par les coups de feu, la garde extérieure met en batterie des armes automatiques aux fenêtres des bâtiments d'entrée donnant sur la cour d'honneur et commence à ouvrir le feu sur les locaux de détention.

Les groupes de choc, formés en particulier d'Espagnols ayant l'expérience du combat pendant la guerre civile, après avoir sommé en vain les G.M.R. des tourelles de les laisser sortir, tentent à plusieurs reprises de franchir les murs de l'enceinte extérieure en attaquant les miradors à la grenade et à la mitraillette. Certains montent sur les toits, tirent à coups de mitraillette sur les gardes pendant que d'autres, protégés par des matelas, tentent de monter à l'échelle jusqu'au mirador. Toutes ces tentatives sont repoussées.

Vers 21 heures, les troupes d'occupation venues d'Agen (elles n'étaient pas présentes à Villeneuve), alertées par Mme Schivo, entourent la centrale. Au nombre de 150 hommes, munis de pièces d'artillerie, elles encerclent la centrale. Vers minuit, l'Etat major des détenus tente de parlementer plusieurs fois par téléphone avec la préfecture, demandant au préfet de les laisser sortir, arguant de la qualité des otages qu'ils détiennent ; ils essuient un refus. Auzias dirige les négociations avec la préfecture en compagnie d'Aubert et de Raffini, afin d'obtenir une reddition acceptable ; on libère alors le directeur Schivo qui confirme le traitement correct dont il a été l'objet et relaie la demande des détenus auprès des autorités. Ils se heurtent à un refus total. Tous les témoins insistent sur l'attitude particulièrement veule du milicien, mort de peur et tentant de se justifier par toutes sortes d'attitudes mensongères et de faire état de sa qualité d'officier français. Vers 3 heures, le commandant des troupes allemandes lance par l'intermédiaire du commandant des gardes françaises Grat, un ultimatum leur donnant un quart d'heure pour se rendre sans condition, faute de quoi ils menacent de faire sauter la centrale. Les détenus demandent alors par l'intermédiaire du directeur, un délai d'une heure pour regagner les dortoirs et déposer les armes (temps nécessaire également pour faire disparaître un certain nombre de papiers compromettants), celui-ci ayant donné sa promesse d'officier qu'il n'y aurait pas de représailles. Ce délai est

refusé. Les détenus libèrent alors les otages, rendent les armes (onze mitraillettes et huit grenades) et regagnent leurs dortoirs, il est environ 4 heures du matin.

La bataille engagée se termine donc par la reddition des détenus, suite à la menace d'encerclement de la centrale par les forces d'occupation. Ce sont les forces françaises : préfet, sous-préfet et les différents chefs des forces du maintien de l'ordre (groupes mobiles de réserve, gardes mobiles, gendarmes) qui viennent cependant à bout de cette rébellion. Il y a un mort deux blessés graves, trois blessés légers du côté des détenus, un tué (le greffier Charpentier fauché par les tirs du capitaine de garde), un blessé parmi le personnel pénitentiaire seize blessés parmi les forces de l'ordre.

En se rendant rapidement et silencieusement maîtres de la détention, les détenus montrent leur parfaite discipline, ainsi que leur connivence avec l'essentiel du personnel. En effet, l'hostilité d'un grand nombre de surveillants aurait suffi à rendre impossible leur capture dans le plus grand silence et fait échouer la première partie du plan.